

La Centrale des syndicats du Québec (CSQ) et ses fédérations du réseau scolaire accueillent avec satisfaction et quelques questionnements le plan de rattrapage scolaire déposé le 9 janvier par le ministre de l'Éducation, Bernard Drainville.

Par voie de communiqué, la CSQ, la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ), la Fédération du personnel de soutien scolaire (FPSS-CSQ), Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec (FPPE-CSQ) ont réagi à l'annonce du ministre en saluant le fait que ce dernier n'y soit pas allé de mesures appliquées mur à mur.

« Nous indiquions en amont que la souplesse et la flexibilité étaient essentielles à la réussite d'un plan de rattrapage et qu'il fallait faire confiance au personnel quant aux solutions à mettre en place. Les besoins sont différents selon les élèves, d'un milieu à l'autre et dans chaque centre de services scolaire aussi. Si le plan du ministre semble a priori inclure l'ensemble des catégories de personnel, nous maintenons que l'absence de véritables consultations des acteurs du réseau dans son élaboration n'a pas de sens. C'est d'ailleurs un problème récurrent avec ce gouvernement qui ne fait pas la distinction entre consulter et informer. Parce que les acteurs du réseau sont les mieux placés pour évaluer les besoins et proposer des solutions », a dit le président de la CSQ, Éric Gingras.

Le plan du ministre de l'Éducation est ambitieux, selon la Centrale et ses fédérations. Les montants déployés permettront d'offrir des services importants aux élèves qui en ont besoin. Par exemple, le montant de 223 millions de dollars prévu pour différentes aides correspond au tiers du budget consacré pour l'année aux mesures budgétaires liées aux services aux élèves, au tutorat et à l'ajout de ressources liées aux élèves en situation de handicap ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (HDAA). Il faut maintenant s'assurer qu'il y aura une reddition de comptes afin que les cibles soient atteintes.

La CSQ et ses fédérations du réseau scolaire ont dit souhaiter que « les plans de rattrapage déposés par les établissements scolaires soient rapidement acceptés pour qu'on puisse offrir rapidement les services aux élèves ».

Des initiatives locales saluées, mais des inquiétudes pour les enseignants

Comme les besoins et défis seront variables selon les régions, la FSE-CSQ salue le fait que ce plan s'appuie sur des initiatives locales, à l'image de ce qu'elle a proposé pour contrer la pénurie, qui a été mis en œuvre avec succès. « Nous avons cependant des inquiétudes au regard du volontariat, qui doit être réel et non imposé par les directions aux enseignants plus vulnérables. Il faudra que ce soit clair dans les milieux et que l'on s'assure que les mesures couvrent également la formation professionnelle et l'éducation des adultes », a déclaré la présidente de la FSE-CSQ, Josée Scalabrini.

« De plus, nous devons garder à l'esprit, dans cette opération de rattrapage, que le personnel aussi sera en mode accéléré et prendra les bouchées doubles. Le plan de rattrapage ne doit pas représenter, encore une fois, une surcharge de travail reposant que sur les épaules du personnel enseignant. Il doit plutôt être un signal qu'on peut, ensemble, trouver des solutions », a-t-elle ajouté. La FSE-CSQ rappelle qu'elle souhaite que ce plan nourrisse la nécessaire réflexion de fond sur l'évaluation, qui doit demeurer au service des apprentissages et qui permettrait d'éviter à la fois des surcharges et différents problèmes rencontrés dans les dernières années.

Du personnel de soutien scolaire disponible pour répondre aux besoins

De son côté, le président de la FPSS-CSQ, Éric Pronovost, a mentionné que, malgré la pénurie de personnel pour certaines catégories d'emplois, « nous avons du personnel de soutien scolaire qui contribue à l'aide aux devoirs et des gens qui font de l'aide à la classe et d'autres qui pourraient le faire et pour lesquels il serait possible d'ajouter des heures ».

Il a ajouté qu'« il ne faut pas oublier non plus le personnel technique, qui offre de l'aide psychosociale pour le bien-être et la santé mentale des élèves. Quand on vise la réussite éducative, il faut penser à différents axes de la réussite éducative pour lesquels nous pouvons contribuer, car en plus des retards pédagogiques, il y a des enjeux d'anxiété et d'autres qu'il ne faut pas négliger ».

Pour répondre rapidement aux besoins, Éric Pronovost affirme que « sur le plan des services directs aux élèves, nous avons trois personnes sur quatre qui travaillent à temps partiel et qui sont disponibles. Elles connaissent les élèves et peuvent agir promptement, mais il ne faut pas que cela se fasse de façon cavalière en augmentant l'épuisement professionnel. Les plans des

établissements devront en tenir compte. Il faudrait évaluer l'opportunité d'ajouter des offres de services durant les heures de classe ».

Le personnel professionnel est inquiet

Le personnel professionnel du réseau scolaire soulève cependant trois préoccupations. Premièrement, le report de deux semaines pour le bulletin de deuxième étape n'est pas suffisant, considérant que les élèves, particulièrement ceux en difficulté, mettront un certain temps à reprendre la routine et le rythme des apprentissages.

« De même, l'échéance des demandes d'admission pour le cégep arrive très rapidement, et les processus d'orientation ont pris beaucoup de retard, a dit le président de la FPPE-CSQ, Jacques Landry. Il faudra trouver des solutions pour que tous les élèves puissent achever leurs démarches. Enfin, il est primordial que les activités parascolaires reprennent le plus rapidement possible pour favoriser la motivation, le sentiment d'appartenance et le moral de tous les élèves. »

Même si elles accueillent favorablement ce plan, la CSQ et ses fédérations trouvent cependant dommage que cette annonce soit faite alors que les premiers concernés sont au travail.P